



RÉGION 2

Rapport au congrès

TROISIÈME CONGRÈS NATIONAL DU SEPB
11 au 13 juin 2010
Westin Resort & Spa, Whistler (C.-B.)

Présentation de la vice-présidente Liz Fong

En dépit des nombreux défis et des très nombreuses activités qui ont occupé l'Ontario, ces trois dernières années ont été une réussite pour la région 2. Lors du dernier congrès national, nous venions de fusionner les avoirs et le personnel des deux conseils d'alors — le Central Ontario Council et le Mid Canada Council, de même que le personnel de la section locale 343, — pour former le COPE Ontario. Ce fut tout un apprentissage pour toutes les sections locales qui ne s'est pas fait et sans heurts.

Un coup d'œil sur les trois dernières années nous permet de constater que grâce à cette structure, l'Ontario s'est consolidée et est devenue financièrement viable. COPE Ontario s'est doté d'un comité exécutif diversifié formé de 15 membres provenant de différentes sections locales représentant environ 6 000 membres. Cette structure offre à toutes les sections locales, par ses conseillers et conseillères compétents, le service, une représentation syndicale à travers le pays, de la formation, du recrutement, une représentation devant différents tribunaux en français et en anglais. De plus, le conseil dispose de son propre conseiller juridique et d'une personne ressource en matière d'avantages sociaux.

Le premier congrès triennal du COPE Ontario avait lieu du 26 au 28 mars 2010. Quinze des 24 sections locales que le COPE Ontario représente y ont participé, avec un total de 72 membres participants.

COPE Ontario a assuré du service à plus de 200 unités de négociation et depuis sa formation en février 2007, plus de 100 rondes de négociation ont été menées parmi lesquelles on compte six négociations de première convention collective. Nous avons connu quatre grèves; nos membres du bureau de l'Ombudsman de l'Ontario à Toronto débrayaient pour une journée alors que les membres employés par *Unite/HERE* faisaient grève deux jours durant. Les employés de la ville de Marathon ont été en grève pendant deux mois alors que nos membres de la *First Ontario Credit Union* à Hamilton ont vécu une grève à la fois longue et pénible. COPE Ontario a traité des centaines de griefs qui, pour la plupart, ont été heureusement réglés avant d'en arriver à l'arbitrage, et la plupart des arbitrages ont été plaidés par les conseillères et conseillers du COPE Ontario.

COPE Ontario continue de se développer et d'éduquer ses membres. Vingt cours différents sont actuellement offerts à nos membres et, au cours des trois dernières années, des cours ont aussi été offerts dans les villes de Thunder Bay, North Bay, Timmins, Kapuskasing, London et bien sûr, depuis notre bureau de Toronto.

En février et mars 2008, nous élaborions un cours sur le recrutement syndical et avons formé 16 « recruteurs volontaires ». Nous avons fait appel à ces membres à plusieurs reprises pour nous aider dans nos campagnes de syndicalisation.

Le service de recrutement syndical a lancé plusieurs campagnes parmi lesquelles une campagne ciblant les *credit unions* du fait de la popularité des fusions dans ce secteur, de son étendue et de son faible taux de syndicalisation. Ses résultats ont été modestes, avec la syndicalisation de deux établissements : la *Your Neighbourhood Credit Union* et la *McMaster Savings and Credit Union*. Des autres campagnes ciblant quatre centres d'appel, trois bureaux offrant des prestations d'aide sociale et de maladie à des membres d'autres syndicats, trois bureaux de syndicat ont été syndiqués par nous : la *Canadian Actors' Equity Association*, la section locale 5167 du SCFP et le *Unite|HERE* (aujourd'hui le *Unite|HERE* et le *Workers United*). Parmi les autres campagnes que nous avons menées et qui ont conduit à une première convention collective, on compte le *Kids Corral Child Care Centre*, la *Changes Recovery House* et le *Unity Project for Homelessness*.

Par contre, d'autres campagnes sur lesquelles nous avons travaillé n'ont donné que des résultats mitigés en dépit des heures et des efforts considérables que nous y avons mis, comme la *Orillia Soldier's Memorial Hospital*, les associations de sécurité mandatées pour fusionner avec d'autres sections locales du SEPB et une clinique de services juridiques à Hamilton. Nous avons consacré énormément de temps en matière de recrutement interne en raison des campagnes de maraudage et de requêtes en révocation d'accréditation déposées par quatre unités de négociation. Nous avons pu faire renverser une des requêtes, avons évité une deuxième, mais avons malheureusement perdu les deux autres.

Nous avons aussi perdu quelques unités de négociation en raison de fermetures d'usine ou de réductions d'effectifs durant la crise économique en 2008. La *Northern Credit Union* a fermé une de ses succursales et une autre *credit union* du sud de l'Ontario a également fermé une de ses succursales et alors que la Marathon Pulp déclarait faillite.

Deux de nos sections locales ont fusionné, la section locale 327 et la section locale 523, et deux autres sections locales en discutent actuellement.

Nos deux récentes campagnes publicitaires chez la *Toronto Transit Commission (TTC)* nous ont donné onze contacts de syndicalisation qui répondent à nos critères. Nous sommes en train d'en développer trois. Nous avons eu plusieurs appels en provenance de petits bureaux. Nous avons aussi référé des contacts à d'autres affiliés. Nous avons reçu des appels et des courriels de félicitations de la part d'autres organisations syndicales pour notre publicité.

Le gouvernement libéral de McGuinty continue de mettre notre parlement devant de nouveaux amendements sur plusieurs questions comme la Commission des droits de la personne et le Code des droits de la personne, des amendements à la réforme des soins de santé portant sur la Loi sur les soins de longue durée, les cliniques à deux vitesses et les hôpitaux en PPP. On discute également de comment réagir à l'absence de réponse gouvernementale sur la question de la protection des retraites des travailleurs. Tout récemment, le gouvernement adoptait le projet de loi 168 qui entrera en vigueur le 15 juin et qui porte sur la violence et le harcèlement au travail. En vertu de cette loi, il est de l'obligation de l'employeur d'évaluer le degré de violence de ses employés, de préparer une stratégie et de mettre sur pied un plan pour traiter de tout problème éventuel.

Les syndicats affiliés ont pris part à une manifestation pour dénoncer le manque de ressources, le manque de personnel chronique et le manque d'heures acceptables consacrées aux soins dans les centres de soins de longue durée, les exigences en vertu du programme de maintien de l'équité salariale et la lutte concernant la question des soins aux enfants.

Plusieurs manifestations sur la question des retraites ont eu lieu devant Queens Park pour dénoncer les réductions d'effectifs et les manoeuvres des employeurs pour réduire les retraites. La campagne sur le salaire minimum menée par le *Toronto and York Region Labour Council* a été une grande réussite. Le salaire minimum en Ontario est donc passé à 10,25 \$ en avril 2010. Le gouvernement a aussi adopté un autre projet de loi pour geler les salaires des employés, syndiqués ou non, de toutes les agences gouvernementales, des hôpitaux et des commissions scolaires. Pour nos membres qui sont couverts par une convention collective de travail, cette dernière continuera d'être respectée, mais si la convention collective est en renouvellement, les salaires et autres dispositions seront gelés même si nous allons en arbitrage de différends et obtenons un règlement, la possibilité demeure qu'il ne soit pas exercé.

Trois années viennent de s'écouler, et si notre organisation est aussi active aujourd'hui que les autres syndicats de la province d'Ontario reconnaissent comme telle, c'est grâce aux efforts et au dur travail ininterrompu qui s'est effectué au sein du SEPB. Je me réjouis à l'avance de travailler avec nos membres pour un prochain mandat à accroître notre densité et à l'édification de notre syndicat.